

OLGA BELOVA

Université de Bordeaux Montaigne, EA 2958 CEMMC

[Olga.Gille-Belova@u-bordeaux-montaigne.fr]

## Le paradigme de la révolution dans l'analyse des réformes post-soviétiques en Russie

*« Les Russes sont des grands idéalistes et à deux reprises ils ont déjà failli commettre un suicide. En 1917, quand ils ont tenté de donner vie à l'une des pires utopies européennes et y ont sacrifié des dizaines de milliers de vies. Et en 1991, quand, emportés par leur élan de lutte contre le communisme, ils ont décidé de devenir en un clin d'œil une démocratie et un pays capitaliste »*  
(Karaganov 2010).

Ainsi, l'économiste et politiste russe Sergueï Karaganov, doyen de la faculté d'économie et de politiques mondiales de l'École des hautes études en sciences économiques (VSE)<sup>1</sup> renvoyait dos à dos les révolutionnaires bolcheviques du début du XX<sup>e</sup> siècle et les réformateurs libéraux du début des années 1990. Cette citation illustre bien le rapprochement opéré dans le débat public russe depuis les années 2000 entre les « révolutions » de 1917 et de 1991-1993. Néanmoins, cette comparaison entre les deux expériences qui ont profondément marqué l'histoire de la Russie au XX<sup>e</sup> siècle aurait pu paraître provocatrice aux yeux des réformateurs libéraux au début des années 1990. Leurs principaux représentants au sein du gouvernement de Boris

---

<sup>1</sup> Cet établissement d'enseignement supérieur et de recherche (*Vyssšaja škola èkonomiki*), créé en 1992, s'est imposé comme un lieu important d'appropriation et de diffusion des idées libérales et néolibérales dans la Russie contemporaine.

Elsine, Egor Gaïdar<sup>2</sup> et Anatoliï Tchoubaïš<sup>3</sup>, ont beaucoup insisté sur l'opposition de leur projet à la Révolution de 1917. Tout d'abord par sa nature libérale, car ils cherchaient à introduire une économie de marché et des institutions politiques démocratiques à l'image des pays occidentaux, contrairement aux bolcheviks dont le projet était fondé sur le monopole de l'État sur une économie centralisée et planifiée et sur le monopole du Parti communiste sur les institutions politiques. La deuxième opposition était celle des méthodes employées : les réformateurs libéraux dénonçaient le recours à la violence des bolcheviks et insistaient sur le caractère pacifique des transformations, bien que leur propre choix se soit porté sur la « thérapie de choc », une méthode radicale et rapide de mise en place des réformes économiques. Pendant longtemps, E. Gaïdar a rejeté la possibilité d'utiliser le terme de « révolution », négativement connoté à ses yeux, pour désigner les réformes de 1991-1993 dont il a été l'un des principaux architectes. Néanmoins, comme nous le verrons dans cet article, il finira par admettre, dans les années 2000, le caractère révolutionnaire des transformations que la Russie a connues.

De manière plus générale, la réflexion sur la nature et les conséquences des réformes libérales qui commence dans les années 2000 met souvent en parallèle les deux expériences historiques du début et de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Elle s'inscrit d'un côté dans une logique de prise de distance vis-à-vis des événements, devenue possible avec le temps, mais aussi grâce à l'ouverture et aux échanges intellectuels dans le domaine des sciences humaines et sociales avec les pays occidentaux. D'un autre côté, cette réflexion est conditionnée par la réaction au nouveau contexte politique. Celui-ci est lié à la consolidation du pouvoir du président Vladimir Poutine et par la mise en place d'une nouvelle idéologie nationale qui vise à instaurer une continuité de l'État russe sous les régimes tsariste, communiste et post-soviétique. Le concept de patriotisme au cœur de cette construction idéologique va de pair avec la mise en avant de la nécessité d'un État fort, idée qui sert indéniablement à légitimer les tendances autoritaires du régime en place<sup>4</sup>. L'héritage des réformes libérales des années 1990 se voit ainsi remis en cause et vivement critiqué dans les débats publics et les représentants du courant libéral sont de plus en plus marginalisés dans les institutions politiques. Dans ce contexte, le concept même de révolution reçoit une connotation négative car celle-ci vise par définition au renversement des structures politiques, économiques et sociales existantes. Ainsi, il n'est pas surprenant que ces deux expériences révolutionnaires

---

2 L'économiste Egor Gaïdar (1956-2010) a été l'un des principaux théoriciens des réformes libérales du gouvernement Eltsine, il a été ministre de l'Économie et le vice-Premier ministre entre 1991 et 1992, puis entre 1993 et 1994. Il a également été membre de la Douma et a présidé entre 1994 et 2001 le parti « Choix démocratique de la Russie ». En 1992, il a fondé et dirigé un centre de recherche en économie, l'Institut de l'économie en période de transition [*Institut ekonomiki perehodnogo perioda*], rebaptisé après sa mort en 2010 l'Institut d'économie politique E. Gaïdar [*Institut ekonomičeskoj politiki imeni E. Gajdara*].

3 Également économiste, proche de E. Gaïdar, Anatoliï Tchoubaïš a été vice-Premier ministre et Président du comité de la propriété d'État entre 1992 et 1996, responsable de la mise en place des programmes de privatisation. Il a occupé par la suite des postes importants au sein de l'Administration présidentielle et du gouvernement, puis a dirigé entre 1998 et 2008 la société publique d'électricité RAO EES [*Edinye energetičeskie sistemy*], équivalent d'EDF en France. Depuis 2011, il préside *Rosnano*, un fonds d'investissement public russe chargé de développer l'industrie des nanotechnologies.

4 Sur l'analyse de ses évolutions, voir par exemple Radvanyi et Laruelle (2016).

du XX<sup>e</sup> siècle connaissent des interprétations différentes, parfois empreintes de contradictions.

Dans le présent article, nous allons nous interroger tout d'abord sur l'utilisation de la référence à la Révolution russe de 1917 faite par les réformateurs libéraux dans les années 1990 en nous appuyant sur les textes de E. Gaïdar. Nous allons voir en particulier en quoi sa vision découlait de la nécessité de justifier ses propres choix politiques et les raisons de son refus de conceptualiser ses propres réformes en termes de changements révolutionnaires. Puis nous analyserons la dynamique de l'usage du paradigme « révolution » pour désigner les réformes post-soviétiques dans les années 2000 en nous référant en premier lieu aux textes des réformateurs eux-mêmes (en particulier ceux écrits par E. Gaïdar et A. Tchoubaïs, ainsi que les différentes interventions de E. Gaïdar dans les années 2000), mais également à un ouvrage collectif de chercheurs idéologiquement proches des libéraux consacré à l'analyse comparative des révolutions. Ainsi, nous allons voir comment le discours des réformateurs va évoluer jusqu'à l'acceptation du caractère « révolutionnaire » de leurs propres actions, et comment d'autres représentants de la pensée libérale russe vont mettre en miroir la révolution d'Octobre et certaines réformes de 1990. Puis nous terminerons par un ouvrage plus récent qui remet en question la pertinence de l'usage du terme « révolution » dans l'histoire politique de la Russie au XX<sup>e</sup> siècle. Sans prétendre fournir une analyse exhaustive de l'évolution du paradigme de « révolution » au sein du courant de pensée libéral en Russie, nous souhaitons montrer les variations de son usage à travers une lecture attentive de textes allant du début des années 1990 à 2017, qui offrent des perspectives contrastées tant par le profil de leurs auteurs (acteurs directs et analystes) que par leurs approches (focalisation sur les processus économiques, politiques et sociaux).

## **1. La vision négative de la révolution d'Octobre 1917 dans le discours des réformateurs libéraux**

Si le travail de mémoire entamé dans la deuxième moitié des années 1980 dans le cadre de la politique de *glasnost* gorbatchévienne a remis en cause la vision officielle de l'histoire de l'URSS, il s'est particulièrement focalisé sur la période stalinienne. Ce n'est qu'au début des années 1990, avec la mise en œuvre de réformes politiques et économiques d'inspiration libérale, que l'ensemble de l'expérience soviétique a été questionné. Ce sont justement les représentants du nouveau courant libéral russe qui se sont montrés les plus critiques à l'égard du passé soviétique et de son événement fondateur, la révolution d'Octobre 1917, perçue de manière très négative. Pour eux, l'héritage soviétique devait être définitivement effacé afin que la Russie puisse revenir sur le chemin de la modernité occidentale dont les bolcheviks l'avait détournée en 1917. Ce rejet de la période soviétique est largement corrélé à la nécessité de justifier le choix des réformes du début des années 1990.

Les principaux idéologues des réformes libérales menées sous le gouvernement Eltsine, E. Gaïdar et A. Tchoubaïs, ont insisté au début des années 1990 sur les conséquences néfastes de la révolution d'Octobre 1917, assimilée à une catastrophe qui s'est abattue sur la Russie. Leur vision était liée à la nécessité de justifier leurs

propres choix. Selon E. Gaïdar lui-même, l'objectif prioritaire était de moderniser le pays, et le meilleur moyen d'y arriver était de garantir l'inviolabilité de la propriété privée, de séparer le pouvoir et la propriété, et de réduire drastiquement le rôle de l'État dans l'économie (Gajdar 1997 : 121). Il fallait à tout prix empêcher la Russie de renouer avec son passé communiste et la faire avancer sur le chemin de l'économie de marché et de la démocratie (Gajdar, Čubajs 2011 : 73). Cet objectif était radicalement différent de celui qui était posé par les bolcheviks tout au long de la période soviétique, à savoir : reconstruire la puissance militaire du pays, maintenir l'intégrité du territoire, élargir les frontières et s'imposer coûte que coûte comme une superpuissance (Gajdar 1997 : 159). La mission principale des réformateurs libéraux consistait à achever l'évolution libérale-démocratique déjà engagée à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle qui avait été interrompue sous le régime soviétique (Gajdar 1997 : 168).

Dans les écrits de E. Gaïdar, la Révolution de 1917 est souvent associée à une image de chaos et de violence, alors que la mission que revendiquent les réformateurs au début des années 1990 consiste justement à éviter une situation comparable. « La Russie a commis plusieurs erreurs au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Deux d'entre elles étaient liées à une désinstitutionnalisation radicale entre 1917 et 1921 et à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Leur prix a été très élevé. Notre objectif est de ne pas les reproduire. » (Gajdar 2009 : 15). Le deuxième chapitre de son livre *L'État et les institutions*, intitulé « La révolution russe : la vie sans l'État » est justement consacré à l'analyse de cette expérience historique. Il évoque notamment le fait que cette révolution était un évènement inattendu qui a pris au dépourvu ses contemporains (Gajdar 2009 : 47). L'écroulement des institutions de l'ancien régime a provoqué « le chaos et la déliquescence du pouvoir » à Moscou et à Saint-Petersbourg qui ont rapidement envahi l'ensemble du pays (Gajdar 2009 : 66). Il insiste lourdement sur la paralysie qui affecte les institutions de l'État, qu'il désigne par le néologisme « désinstitutionnalisation » (*deinstitutionalizacija*)<sup>5</sup>. Ainsi, entre février 1917 et automne 1918, « le pays n'avait plus d'institutions : plus d'armée, plus de police, plus de contrôle administratif du territoire », tout cela se produisant sur fond de crise économique profonde et d'immenses difficultés d'approvisionnement dans les grandes villes (Gajdar 2009 : 103). Si le nouveau système construit par les bolcheviks a pu paraître acceptable à la population, c'est que celle-ci se sentait épuisée par « six années de chaos, d'horreur » et aspirait à la stabilité. De surcroît, la majorité de ceux qui auraient pu porter un regard critique sur les actions des bolcheviks avaient émigré ou péri lors de la guerre civile (Gajdar 2009 : 113). Ainsi, le projet bolchevique a triomphé en quelque sorte par défaut, sur les décombres de l'ancien régime.

E. Gaïdar établit un parallèle entre la rapidité de l'effondrement du régime tsariste en février 1917 et celle de l'écroulement (*krah*) de l'URSS après le putsch d'août 1991 (Gajdar 2009 : 117). C'est cette rapidité qui surprend les contemporains, pour qui les deux systèmes étaient très stables. Ce parallèle concerne également la situation critique de l'approvisionnement en denrées alimentaires et la menace de famine qui plane sur le pays au lendemain de l'effondrement du pouvoir en place (Gajdar 2009 :

---

5 Bien que E. Gaïdar ne se réfère explicitement à aucune source en introduisant ce concept de désinstitutionnalisation, qui deviendra ultérieurement central dans la perception des réformes post-soviétiques comme révolutionnaires, il n'est pas possible de lui en attribuer avec certitude la paternité.

129). Cette comparaison permet, dans le dernier cas, de mettre en avant la différence entre les réformateurs libéraux et les bolcheviks. Le gouvernement russe décide en 1991 de ne pas « dépêcher les militaires armés à la campagne pour récupérer le blé », comme l'avaient fait les bolcheviks, mais préfère créer un marché libre (Gajdar 2009 : 135 ; Gajdar, Čubajs 2011 : 54-55) et demander des crédits étrangers pour assurer l'approvisionnement du pays (Gajdar 2009 : 157). Il ne s'agit plus, en effet, de s'opposer aux pays occidentaux pour créer un modèle socio-économique et politique différent dans un environnement jugé hostile, mais de faire appel à leur aide et de s'inspirer du modèle économique libéral et politique démocratique pour les nouvelles institutions russes. Ainsi, la comparaison avec l'expérience révolutionnaire du début du siècle permet de présenter le projet réformateur des années 1990 comme radicalement différent et positif. À ce titre, il est intéressant de noter le déni de E. Gaïdar quant au coût social et économique très élevé de ses propres réformes. Cependant, l'ampleur de la crise économique et sociale<sup>6</sup> qui frappe la Russie dans les années 1990 est comparable à celle du début du siècle. Cette vision négative des années 1990 sera par ailleurs accentuée pendant les années 2000 pour valoriser la stabilité économique associée au régime de Vladimir Poutine.

Ainsi, il n'est pas surprenant que E. Gaïdar réfute pendant très longtemps l'idée de désigner les événements de la fin des années 1980 et du début des années 1990 en Russie comme une « révolution ». La notion même de « révolution » lui pose problème. Par exemple, il écrit dans son livre *Les troubles et les institutions* que, dans les pays occidentaux, on entend souvent par « révolution » des bouleversements [*potrjasenija*] qui font disparaître ce qui freine le développement de la société ; le terme est donc connoté positivement. En revanche, en russe, le mot s'apparente plutôt à des « troubles » [*smuta*], à une période de chaos et de désordre, à un sursaut de violence que l'État ne parvient plus à contrôler (Gajdar 2009 : 8-9). La survie même de l'État est mise en péril par une révolution : la déliquescence des institutions, l'absence d'ordre, de garantie de la propriété privée et de respect des obligations contractuelles mènent à une véritable catastrophe économique et sociale. La Russie a connu une telle situation au début du XVII<sup>e</sup> et entre 1917 et 1921, périodes de troubles<sup>7</sup> qui sont une « véritable maladie sociale comparable par l'ampleur de ses conséquences aux famines, épidémies et guerres » (Gajdar 2009 : 13).

La principale raison du succès de la révolution d'Octobre, selon E. Gaïdar, est le vide de pouvoir créé par l'effondrement brutal de l'État tsariste. Il est provoqué par la Première Guerre mondiale qui conduit à l'affaiblissement économique du pays. Ce contexte historique trouble inspire d'ailleurs à Lénine le futur modèle économique : le capitalisme militaro-industriel (Gajdar 1997 : 73). L'arrivée au pouvoir des bolcheviks relève plutôt du hasard grâce aux conditions chaotiques qui ont suivi l'écroulement des institutions du régime tsariste, précipitée par la guerre. Une telle vision de la

6 À ce sujet voir par exemple Reddaway et Gliniski (2001).

7 E. Gaïdar fait référence à la période de l'histoire russe de la fin du XVI<sup>e</sup> et du début du XVII<sup>e</sup>, connue comme « le temps des troubles » [*smutnoe vremja, smuta*] et qui correspond à une quinzaine d'années de transition entre la fin de la dynastie des Riourikides et le début du règne des Romanov, quand de nombreux complots et rivalités des prétendants au trône ont failli mettre en péril l'existence même de l'État russe.

révolution d'Octobre s'oppose ouvertement à l'interprétation du caractère inévitable de son avènement, mise en avant pendant la période soviétique.

De manière plus générale, cette vision de l'histoire dans la pensée libérale est liée à l'idée de progrès, et les libéraux dans les années 1990 considéraient les réformes comme un bien meilleur moyen de moderniser le pays que les révolutions, qui provoquent souvent des cataclysmes. Ainsi, pour les réformateurs libéraux, ce sont les révolutions de velours dans les pays d'Europe centrale à la fin des années 1980 qui étaient perçues comme des modèles. La « paisible Europe » de la fin des années 1980 n'avait pas cette « charge de haine et d'agressivité » de la période de la Première Guerre mondiale qui avait engendré le bolchevisme (Gajdar 1997 : 117). En ce qui concerne l'histoire russe, ce sont les réformes de Pierre le Grand qui reçoivent une appréciation plutôt positive. Selon E. Gaïdar, la réforme pétroviennienne a permis de réduire le retard économique, technologique et militaire que la Russie avait par rapport à l'Europe au XVII<sup>e</sup> siècle. Elle a également permis à la Russie de se rapprocher de l'Europe d'un point de vue socio-culturel. En revanche, les méthodes employées étaient extrêmement brutales et la modernisation du pays s'est faite grâce au renforcement de l'État. E. Gaïdar voit une forme de « paradoxe » dans le fait que c'est un État fort qui a été utilisé par Pierre le Grand pour imposer une modernisation impliquant de modifier la structure sociale et conduisant à l'apparition de groupes sociaux indépendants de l'État. Une ou deux générations plus tard, sous l'influence européenne, la noblesse russe commencera à s'émanciper et à revendiquer de nouveaux droits et libertés à l'État (Gajdar 1997 : 49-51). La Révolution de 1917 viendra interrompre une évolution très lente mais positive entamée grâce aux réformes de Pierre le Grand, car vers la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> apparaissent en Russie des groupes sociaux indépendants de l'État (l'intelligentsia, les entrepreneurs) qui permettent l'émergence d'une société civile (Gajdar 1997 : 53). Bien que l'État reste un moteur important du développement économique, son intervention commence à diminuer progressivement, notamment avec les réformes de Sergueï Witte et Piotr Stolypine, et le secteur privé de l'économie croît rapidement (Gajdar 1997 : 64). Cette interprétation positive de l'héritage des réformateurs libéraux de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> (Mikhaïl Speranski, Nikolaï Milioutine, Sergueï Witte, Piotr Stolypine), permet à E. Gaïdar de trouver une légitimité historique aux actions des réformateurs libéraux des années 1990 qui s'inscrivent dans leur prolongement logique.

Dans une interview donnée en 2005, E. Gaïdar se disait persuadé que la Russie deviendrait une véritable démocratie à moyen ou long terme. Il espérait que ce processus se déroulerait en douceur, sans violence et sans révolution. « Que Dieu nous garde. La Russie a déjà eu plus qu'assez [de révolutions] au dernier siècle » (Gajdar 2005). Il s'indignait de la bienveillance qu'on a souvent accordée à la révolution en Russie, présentée comme un idéal romantique. Pour lui, il s'agit d'une épreuve terrible, d'« une rupture (*izlom*) dramatique dans le destin d'un peuple, un moment tragique de l'histoire » (Gajdar 2005). En réponse à la question sur une possible nouvelle révolution en Russie, il espérait éviter ce « cauchemar » et assurait ne pas souhaiter à son pire ennemi de revivre l'expérience qu'il a connue à la tête du gouvernement russe au début des années 1990.

La vision négative de la Révolution de 1917 s'accompagne chez E. Gaïdar de la délégitimation du modèle économique et politique soviétique. Dans cette logique, les choix faits par les gouvernements soviétiques successifs sont considérés comme néfastes pour le développement de la Russie. Ainsi, la mission des réformateurs libéraux des années 1990 consistait à sortir le pays de l'impasse où l'avait conduite l'expérience soviétique. Si le projet bolchevique avait pour objectif de monopoliser l'économie et conduisait logiquement à la dictature politique, le projet libéral est fondé sur l'idée de concurrence du marché, indissociable de la compétition politique libre (Gajdar 1997 : 79). C'est probablement dans l'ouvrage *Les bifurcations de l'histoire actuelle russe* que cette idée ressort le plus clairement : l'effondrement de l'URSS ramène le pays au point de départ d'avant la création de l'URSS et c'est aux réformateurs libéraux qu'incombe la tâche de corriger l'erreur commise par les bolcheviks en 1917 et de prendre la bonne décision quant au choix du modèle de développement du pays (Gajdar, Čubajs 2011). Ainsi, il n'est pas surprenant que la révolution d'Octobre 1917 soit présentée dans le discours des réformateurs libéraux comme un évènement tragique qui a détourné la Russie, alors en voie de modernisation, du chemin du progrès et projeté le pays dans le « chaos de la barbarie communiste ». Le rôle que s'attribuent les libéraux des années 1990 consiste ainsi à renouer avec le devenir libéral stoppé par les bolcheviks et à remettre le pays, coûte que coûte, sur le chemin de la modernité occidentale.

## 2. La réévaluation des deux expériences révolutionnaires à partir des années 2000

La relecture de l'expérience des réformes post-soviétiques dans les années 2000 et ultérieurement s'est poursuivie à la lumière des évolutions que connaît le pays sous la présidence de Vladimir Poutine. La consolidation de son pouvoir s'accompagne d'un renforcement des pratiques autoritaires et d'une restauration conservatrice qui répondent en partie au désir de stabilité de la population russe éprouvée par les bouleversements des années 2000. Sur ce fond politique, les réformes des années 1990 n'ont plus la même signification. Relégués loin des centres décisionnels du pouvoir, les anciens réformateurs continuent à rejeter le qualificatif « révolutionnaire » pour désigner leurs actions, mais commencent à nuancer leurs propos. D'autres acteurs cherchent à repenser les réformes post-soviétiques en élargissant la perspective historique au-delà du XX<sup>e</sup> siècle et en introduisant une comparaison avec d'autres pays, ce qui les pousse à recourir au paradigme de « révolution ».

Dans l'introduction de l'ouvrage déjà cité *Les bifurcations de l'histoire contemporaine russe* cosigné par A. Tchoubaïš et E. Gaïdar (publié à titre posthume pour ce dernier en 2011), le directeur scientifique de l'École des hautes études en sciences économiques (VSE), Evguenïï Iasine<sup>8</sup>, leur rendait hommage et jugeait les années 1992-1993 comme cruciales dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle.

---

8 Économiste et ministre de l'Économie entre 1994 et 1997.

Il allait jusqu'à affirmer que les défis auxquels se trouvait confronté le pays à ce moment étaient intellectuellement plus complexes que ceux de l'industrialisation ou de la guerre (Gajdar, Čubajs 2011 : 5).

À ce titre, il n'était pas le premier à accorder une telle importance historique à la période des réformes libérales du début des années 1990. Le livre d'Irina Starodubrovskaja<sup>9</sup> et Vladimir Maou<sup>10</sup>, *Les grandes révolutions de Cromwell à Poutine* (Starodubrovskaja, Mau 2001), avait déjà amorcé une réflexion sur l'expérience des réformes des années 1990 en Russie à la lumière de comparaisons historiques. Les auteurs y affirment que la Russie a vécu une grande révolution au début des années 1990 comparable à celle de l'Angleterre au XVII<sup>e</sup>, de la France à la fin du XVIII<sup>e</sup> et de la Russie au début du XX<sup>e</sup>. Dans tous les cas, l'incapacité de la structure institutionnelle existante à s'adapter aux nouvelles conditions de développement économique et social était à l'origine de la révolution. Dans le cas russe, ce sont les institutions soviétiques qui ne pouvaient plus répondre aux défis de la société postindustrielle. Selon les auteurs, le principal critère de la situation révolutionnaire n'est pas l'ampleur de la violence, mais l'affaiblissement de l'État sous l'impact de la fragmentation de la société. L'apparition de nouvelles formes d'activité économique et de nouvelles sources d'enrichissement pendant la période prérévolutionnaire conduit à une multiplication d'intérêts et provoque d'importantes tensions entre les différents groupes sociaux en recomposition. Ainsi les anciennes institutions perdent-elles leurs bases de soutien traditionnel et vacillent-elles sous la pression de multiples conflits sociaux qu'elles ne parviennent plus à canaliser. Cependant, contrairement aux processus internes de modernisation technologique et de croissance économique rapide inhérents aux autres révolutions, celui de la fin du XX<sup>e</sup> siècle en Russie est lié à l'afflux massif de pétrodollars dans les conditions du boom pétrolier et à la fragmentation d'intérêts introduite par les réformes de la perestroïka. La période d'instabilité qui s'ensuit en général pendant une dizaine ou une quinzaine d'années est caractérisée par la recomposition permanente des forces au pouvoir et, tandis que ceux qui parviennent à satisfaire leurs intérêts exigent la fin des transformations, ceux qui se sentent lésés réclament de nouvelles mesures. Les autorités révolutionnaires, quelle que soit leur apparente dureté idéologique, sont obligées de manœuvrer entre les différents groupes pour s'assurer le soutien du plus grand nombre et garantir leur maintien au pouvoir, ce qui explique les nombreuses incohérences de la politique menée pendant cette période. La révolution prend généralement fin quand le nouveau régime parvient à mettre en place un nouveau mécanisme de distribution de la richesse, qui permet l'émergence et la consolidation d'une nouvelle élite. La force du régime postrévolutionnaire découle souvent autant de sa capacité à forger un consensus social et à légitimer son pouvoir par une nouvelle construction idéologique que d'une lassitude générale générée par la période de chaos révolutionnaire. Ainsi, c'est la capacité du nouveau régime postrévolutionnaire à répondre aux aspirations à la stabilité qui garantit sa solidité. En Russie post-

---

9 Économiste en poste à l'Institut d'économie politique E. Gaïdar.

10 Économiste proche de E. Gaïdar, il est depuis 2002 recteur de l'Académie de l'économie nationale, transformée en 2010 en Académie de l'économie nationale et de la fonction publique [*Akademija narodnogo hozjajstva i gosudarstvennoj služby*] auprès du Président russe.

soviétique, c'est l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine qui incarne la consolidation du régime postrévolutionnaire (Starodubrovskaja, Mau 2001). On retrouve dans leur analyse l'idée présente chez E. Gaïdar de l'importance de l'affaiblissement de l'État, la « désinstitutionnalisation », dans le processus révolutionnaire. En revanche, l'approche proposée par I. Starodubrovskaja et V. Maou diminue considérablement l'importance de la violence, facteur traditionnellement important dans la définition de la révolution. Cela leur permet *in fine* de requalifier plus facilement l'expérience russe de la fin du XX<sup>e</sup> siècle en « révolution ».

Lors de la conférence « Bilan et perspectives de la révolution russe contemporaine »<sup>11</sup> organisée par la Fondation « Mission libérale »<sup>12</sup> en juillet 2001 suite à la publication du livre de I. Starodubrovskaja et V. Maou, Egor Gaïdar a ouvertement admis qu'il avait mis du temps à accepter de désigner comme une nouvelle « révolution » la période de réformes gorbatchévienne à la fin des années 1980 et les réformes libérales des années 1990. S'il s'était laissé finalement convaincre par les auteurs, il avouait sa forte réticence à utiliser la notion de « révolution » qui continuait d'être associée, pour lui, à une véritable « tragédie subie par la société ». « Quand on désigne certains processus comme une “grande révolution”, il s'agit en réalité d'une “énorme catastrophe” » (Gajdar *in* Starodubrovskaja *et al.* 2001). Il continue également à décliner la responsabilité des coûts sociaux trop élevés, reproche partagé par les critiques du modèle libéral. Il la fait incomber entièrement aux élites soviétiques qui n'ont pas su éviter la catastrophe à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, il ne renonce pas à son rôle de sauveur et persiste à souligner que les réformateurs libéraux ne pouvaient être tenus pour responsables de la crise profonde que le pays avait traversée dans les années 1990.

On constate néanmoins chez E. Gaïdar une certaine évolution dans son appréciation de la période soviétique où son rejet total au début des années 1990 cède la place à une vision plus nuancée au cours des années 2000. Ainsi, selon lui, la Révolution de 1917 a engendré des institutions certes rigides, mais qui ont permis de répondre de manière efficace au défi de l'industrialisation. Et ce n'est que par la suite que ces institutions se sont révélées inefficaces. E. Gaïdar admet également que les changements des années 1990 cherchaient à modifier les fondements du régime soviétique posés dans les années 1917-1929 après la première révolution russe. Dans cette nouvelle optique, la « révolution russe » de la fin du XX<sup>e</sup> siècle peut être envisagée comme une réaction directe à celle du début du siècle, dans la mesure où elle a finalement permis de remplacer les institutions créées en URSS entre 1921-1929. Conçues à l'origine pour forcer le processus d'industrialisation, celles-ci étaient inadaptées pour accompagner les évolutions économiques et sociales ultérieures du pays et pour répondre aux nouveaux défis (Gajdar *in* Starodubrovskaja *et al.* 2001). Ainsi, E. Gaïdar accepte à demi-mot non seulement la redéfinition de la période des réformes libérales comme

11 Les textes issus de cette conférence ont été publiés sur le site d'information et d'analyse politique *Polit.ru* (Starodubrovskaja *et al.* 2001).

12 Cette fondation (*Fond « Liberal'naja missija »*) a été créée en février 2000 avec l'ambition d'élaborer une idéologie libérale dans la Russie contemporaine. Présidée par Evguenii Iasine, elle réunit régulièrement pour différentes manifestations scientifiques des économistes, sociologues, politistes et juristes et diffuse plusieurs publications (URL : <<http://www.liberal.ru>> ).

une « deuxième révolution russe » du XX<sup>e</sup> siècle, mais également son inscription dans une logique de continuité historique, et non plus de rupture brutale avec le régime communiste soviétique. Ce changement peut être mieux compris si on se souvient que, pendant la même période en Russie, une nouvelle construction idéologique se met en place, qui comporte la réécriture du « roman national » mettant l'accent sur la continuité entre les différentes périodes historiques et visant à réhabiliter la période soviétique.

L'idée du parallèle entre les deux « grandes révolutions russes » de 1917 et de 1991 n'a pas pour autant suscité l'unanimité parmi les représentants du courant libéral russe. Ainsi, par exemple, Igor Kliamkine, directeur de l'Institut d'analyse sociologique et vice-Président de la Fondation « Mission libérale », considère que l'emploi du terme « grande révolution » est inapproprié pour désigner les événements des années 1990. Les véritables grandes révolutions, à savoir l'anglaise, la française et la russe de 1917, proposaient de nouveaux projets de société et ouvraient de nouvelles perspectives historiques. Les grandes idées apportées respectivement par ces révolutions étaient : le principe de liberté économique, de liberté politique et d'égalité universelle à l'échelle mondiale. Quant aux événements des années 1990 en Russie, bien qu'ils aient indéniablement joué un rôle important dans l'histoire du pays, ils se sont inspirés d'idées déjà bien connues. Ainsi, même si on les qualifie de « révolution », il s'agit d'un événement secondaire et marginal dans l'histoire mondiale et sur la scène internationale, d'une adaptation de principes déjà testés ailleurs qu'on a essayé d'appliquer en Russie (Kljamkin *in* Starodubrovskaja *et al.* 2001). Ainsi, le paradigme de la révolution se présente ici comme une rupture avec un ancien modèle et l'invention d'un nouveau modèle.

Néanmoins, l'idée de parallèle, si ce n'est pas de continuité historique entre les deux révolutions russes du XX<sup>e</sup> siècle, va faire son chemin. Andreï Medouchevskii, chercheur à l'Institut d'histoire russe (IRI) de l'Académie des sciences (RAN) et professeur au département de science politique de l'École des hautes études en sciences économiques (VSE) évoque dans son livre *L'histoire politique de la révolution russe : normes, institutions, formes de mobilisation sociale au XX<sup>e</sup> siècle*, paru en 2017, un « mythe libéral » construit en miroir par rapport au « mythe communiste » de la révolution d'Octobre (Meduševskij 2017). Dans son interprétation des origines de la révolution, il rejoint l'idée de Tocqueville, selon laquelle les révolutions ont lieu quand la période de croissance économique et politique, accompagnée par une hausse des attentes sociales, se termine. Alors que ces dernières continuent de croître malgré la récession économique, la hausse du mécontentement liée à la frustration sociale provoque une violence sociale. Cette logique mène au renversement de l'ancien ordre et facilite l'arrivée au pouvoir des radicaux au détriment des modérés et la révolution ne prend fin qu'une fois son potentiel destructeur épuisé. Ainsi s'ensuit une période de restauration caractérisée par la résurgence d'une partie de l'ancien régime (institutions, acteurs, pratiques) sous de nouvelles formes.

Le résultat obtenu par la Russie contemporaine après la fin du cycle révolutionnaire ne ressemble pas à celui des révolutions européennes classiques du XVII<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il n'y a eu ni émergence d'une société civile, ni constitution d'un État de droit mais modernisation forcée sous la forme d'une re-traditionalisation. D'après

A. Medouchevskii, on peut même parler, pour la période de 1917 à 1991, d'un long cycle révolutionnaire, car on revient, au début des années 1990, d'une certaine manière au point de départ du début de XX<sup>e</sup> siècle avec les mêmes défis (Meduševskij 2017). Cette analyse rejoint en quelque sorte la revendication de E. Gaïdar qui se plaçait dans la lignée directe des réformateurs libéraux du gouvernement tsariste dont les projets ont été contrés par la Révolution de 1917.

Selon A. Medouchevskii, le contenu du « mythe » de la révolution d'Octobre se fondait sur les postulats utopistes de l'idéologie communiste (marxiste-léniniste) et servait à légitimer la dictature du parti unique. L'avenir radieux de la future société était en effet différent de l'interprétation idéalisée et romantique des stéréotypes religieux des sociétés paysannes archaïques sur l'égalité, le collectivisme et la justice sociale. La mythologie libérale de la fin du XX<sup>e</sup> siècle a également prêché une grande naïveté et un romantisme, car elle s'est appuyée sur le postulat que la destruction des institutions soviétiques allait inévitablement entraîner l'émergence de la société civile, des institutions du marché et de l'État de droit sur le modèle occidental. Les promoteurs de ce « mythe libéral », une fois arrivés au pouvoir, se sont lancés dans une expérimentation sociale audacieuse, sans véritable projet de transformation et sans avoir estimé les coûts sociaux au préalable. L'impossibilité de mettre en place rapidement ce projet utopique s'est traduite par une crise des attentes (trop élevées) et a conduit au retour d'anciens mécanismes capables de maintenir la stabilité, ce qui a ouvert la voie à une « restauration conservatrice » (Meduševskij 2017). On peut ainsi parler d'une véritable construction en miroir où le « mythe libéral » (espoir de l'avènement imminent d'une démocratie libérale après le renoncement au système soviétique) est un reflet de la construction idéologique soviétique (« mythe de l'avènement du communisme »). Ces variations mythologiques, malgré leur apparente différence, possèdent les mêmes caractéristiques : elles se fondent sur la foi, font passer des espoirs pour des vérités, ont tendance à réfuter en bloc tous les arguments critiques et utilisent des définitions très vagues et impossibles à vérifier de manière empirique (Meduševskij *in* Klâmkin *et al.* 2017). Le bilan des révolutions russes du XX<sup>e</sup> siècle, tiré par A. Medouchevskii, paraît très contrasté. Il admet l'importance des transformations économiques et de la transition de la société agraire vers la société industrielle (à la suite de la révolution d'Octobre), puis à la société de consommation post-industrielle (à la suite des réformes libérales des années 1990). En revanche, il considère que le défi de la transformation politique (création d'un État de droit démocratique) posé par les révolutions bourgeoises européennes n'a toujours pas été relevé en Russie, où le pouvoir du chef de l'État reste quasi-illimité tandis que la compétition et le pluralisme politiques sont quasi-inexistants.

L'analyse des différents textes choisis nous montre une trajectoire particulière dans l'usage du paradigme de « révolution » appliqué aux réformes post-soviétiques : on passe de l'idée d'une transformation interrompue par les bolcheviks qu'il faut reprendre (E. Gaïdar) au constat que le défi de cette transformation politique n'a pas été relevé (A. Medouchevskii). La vision négative de la révolution d'Octobre et le rejet total du système soviétique du début des années 1990 servaient à ses acteurs comme une justification des réformes libérales. Celles-ci étaient présentées comme une rupture salvatrice et un retour du pays sur le chemin du développement de la modernité occidentale. Depuis le début des années 2000, c'est le caractère révolutionnaire des

transformations économiques, politiques et sociales du début des années 1990 qui est à son tour interrogé. Les parallèles historiques établis entre les deux « révolutions » du début et de la fin du XX<sup>e</sup> siècle proposent d'autres interprétations et donnent une lecture des réformes libéraux à rebours des objectifs proclamés par leurs acteurs. On assiste pratiquement au revirement du paradigme avec l'analyse de A. Medouchevskiï (et la citation de S. Karaganov lui faisant écho en introduction) : les réformateurs sont assimilés aux « néo-bolcheviks » en vertu d'une méthode commune consistant à s'appuyer sur des utopies sans prendre en compte les réalités économiques et sociales.

## **Renvois bibliographiques**

- Gajdar Egor, Čubajs Anatolij, *Razvilki novejšej istorii Rossii* [Les bifurcations de l'histoire contemporaine russe], Moscou : OGI, 2011.
- Gajdar Egor, *Vlast' i sobstvennost' : Smuty i instituty. Gosudarstvo i èvoljucija* [Le pouvoir et la propriété : troubles et institutions. L'État et l'évolution], Saint-Pétersbourg : Norma, 2009.
- Gajdar Egor, « Nam nužna skučnaja Rossiâ » [« Nous avons besoin d'une Russie ennuyée »], interviewé par Cunski Andrej, Dni.ru, 2005, document en ligne consulté le 12.02.2013 <<https://iep.ru/en/publications/129/2925/category/page-586.html>>.
- Gajdar Egor, *Gosudarstvo i èvoljucija. Dni poraženij i pobed* [L'État et l'évolution. Jours de défaites et de victoires], Moscou : Fond Evraziâ, 1997.
- Karaganov Sergej, « "Global'nyj nol'" i zdravij smysl » [Le zéro global et le bon sens], *Rossija v global'noj politike*, 2010, n°3, document en ligne consulté le 15 janvier 2017 <<https://globalaffairs.ru/number/Globalnyi-nol-i-zdravyi-smysl-14881>>.
- Kljamkin Igor', Meduševskij Andrej, Satarov Georgij, et al., « Dolgij rossijskij konstitucionnyj vek. Revolucija 1917 goda : social'nyj mif i logika razvitija političeskogo režima » [Un long siècle constitutionnel russe. La révolution de 1917 : mythe social et logique de l'évolution du régime politique], *Fond liberal'naja missija*, 2017, document en ligne consulté le 17.10.2017 <[www.liberal.ru/articles/7180](http://www.liberal.ru/articles/7180)>.
- Meduševskij Andrej, *Političeskaja istorija russskoj revoljucii : normy, instituty, formy social'noj mobilizacii v XX veke* [L'histoire politique de la révolution russe : normes, institutions, formes de mobilisation sociale au XX<sup>e</sup> siècle], Moscou - Saint-Pétersbourg : Centr gumanitarnyh iniciativ, 2017.
- Radvanyi Jean, Laruelle Marlène, *La Russie : entre peurs et défis*, Paris : Armand Colin, 2016.
- Reddaway Peter, Glinski Dmitri, *The Tragedy of Russia's Reforms: Market Bolshevism Against Democracy*, Washington D.C : US Institute of Peace Press, 2001.
- Starodubrovskaja Irina, Mau Vladimir, *Velikie revoljucii : ot Kromvelja do Putina* [Les grandes révolutions de Cromwell à Poutine], Moscou : Vagrius, 2001.
- Starodubrovskaja Irina, Mau Vladimir, Pavlovskij Gleb, Gajdar Egor, Kljamkin Igor', « Revolucija i postrevoljucija : stabilizacija, nestabil'nost', Termidor ? » [La révolution et la post-révolution : stabilisation, instabilité, Thermidor ? »], *Polit.ru*, 2001, document en ligne consulté le 17.06.2012 <<http://www.polit.ru/documents/429488.html>>.